

Pouvoir adjudicateur :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var (CPAM)
TSA 41126
83082 TOULON CEDEX**

Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :

JEAN-FRANÇOIS CIVET, DIRECTEUR DE LA CPAM DU VAR

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Document commun à l'ensemble des lots

Objet du marché :

Marché n° MAP24TVXAMENAG09

**TRAVAUX AMENAGEMENT DES LOCAUX DU FUTUR SIEGE DE
LA CPAM DU VAR (LOUBIERE)**

LOT 1 : MENUISERIES INTERIEURES

LOT 2 : PLOMBERIE

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ARTICLE 2. INTERVENANTS PRINCIPAUX DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4. DURÉE – RECONDUCTION - DÉLAI D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 5. LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 6. MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 8. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	16
ARTICLE 9. COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 10. FORME, CONTENU ET VARIATION DU PRIX.....	21
ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE	23
ARTICLE 12. CLAUSE DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT	24
ARTICLE 13. RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRES.....	24
ARTICLE 14. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	28
ARTICLE 15. PÉNALITÉS.....	29
ARTICLE 16. GARANTIE ET ASSURANCES	31
ARTICLE 17. RÉSILIATION	32
ARTICLE 18. CLAUSE DE REEXAMEN	33
ARTICLE 19. DISPOSITIONS DIVERSES	34
ARTICLE 20. RÈGLEMENT DES LITIGES	35
ARTICLE 21. DÉROGATION AU CCAG TRAVAUX	35

Article 1. Objet du marché – dispositions générales

Article 1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives consiste en la réalisation de travaux d'aménagement dans les locaux du futur siège de la CPAM du Var (La Loubière).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont définies dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot et leurs annexes.

Lieu d'exécution des travaux : Les travaux ont lieu dans les locaux du futur siège de la CPAM sis 267 Boulevard Raynouard - 83000 Toulon (La Loubière).

Article 1.2. Règlementation applicable

Le présent marché public est soumis au Code de la commande publique, au Cahier des clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF du 1er avril 2021) , ainsi qu'à l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

Article 1.3. Forme du marché

Il s'agit d'un marché public ordinaire.

Article 1.4. Décomposition du marché

1.4.1. Décomposition en lots

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la Commande publique, l'opération est divisée en deux (2) lots mono attributaires, comme suit :

Lot 1 : Menuiseries intérieures

Lot 2 : Plomberie.

Chaque lot constitue un marché distinct.

Le présent CCAP est unique pour l'ensemble des lots (lots 1 et 2).

1.4.2. Décomposition en tranches

Sans objet

Article 2. Intervenants principaux du marche

Article 2.1. Maîtrise d'ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

Caisse Primaire d'assurance Maladie (CPAM) du Var
TSA 41126
83082 TOULON CEDEX

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Jean-François CIVET, Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var

Conduite d'opération : La conduite d'opération sera assurée par le Service du Patrimoine Immobilier - SPI

Article 2.2. Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est confiée à :

Kardham – Agence Marseille
40 Boulevard de Dunkerque – 13002 Marseille
Virginie Cueille
Architecte Chef de projet
vcueille@kardham.com

06 74 37 57 51

Article 2.3. Contrôle technique

Sans objet

Article 2.4. Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

En attente de désignation

Article 3. Modalités d'exécution du marché

Article 3.1. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le membre du groupement, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

3.1.1. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;

- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur, toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3.1.2. Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences techniques au moins équivalentes (transmission du nom et du curriculum vitae dans un délai de quinze jours, à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent), et d'une connaissance similaire de l'exécution de le marché.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités définies à l'article 3.2 ci-dessous.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent document.

En aucun cas cette nouvelle désignation ne peut justifier une augmentation des prix du marché.

3.2. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Échanges dématérialisés datés ou sur supports électroniques via notamment le profil acheteur du maître d'ouvrage ou par courriel ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

En cas de notification dématérialisée par courriel et en complément de l'article 3.1.2 du CCAG-T, une confirmation automatique ou manuelle de réception devra être émise en réponse par le titulaire. À défaut d'envoi automatique ou de confirmation de réception, le titulaire s'engage à

attester par courriel de la réception de la notification concernée. Sans réponse de sa part dans un délai de 5 jours calendaires, la date d'envoi fait foi et constitue le point de départ des délais contractuels faisant l'objet de ladite notification.

En cas de notification directement sur le profil dématérialisé de l'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 5 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 3.3. Ordre de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-T, les ordres de service seront préparés, datés, numérotés et signés par le maître d'œuvre. Ils seront notifiés par le MOA au titulaire dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG-T et à l'article 3.2 ci-dessus.

Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montant, doivent faire l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

De même, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG-T, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-T, le titulaire doit notifier, par écrit dûment motivé, ses observations dans un délai de 7 jours à compter de la réception de l'ordre de service.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-T, si les observations du titulaire visent à informer que l'ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage.

En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de 15 jour ouvré, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Article 4. Durée – Reconduction - Délai d'exécution

Article 4.1. Durée du marché

Le présent marché prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Le présent marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux.

Article 4.2. Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

Article 4.3. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée d'exécution du marché ne comporte pas de période préparatoire de chantier.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, l'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service de démarrer les travaux.

Le délai global prévisionnel d'exécution des travaux est de 3 mois et 27 jours à compter de la date fixée par ordre de service. L'objectif est que l'ensemble travaux soit achevés au 16 juin 2025 au plus tard.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des locaux et des lieux.

Il est rappelé que, pour les délais d'exécution des travaux proprement dits, le calendrier prévisionnel des travaux ne reflète que les tâches principales et que les interventions du titulaire doivent être prévues autant que de besoin pendant la durée globale de l'opération, et ceci, dans le cadre forfaitaire du marché.

Article 4.4. Prolongation du délai d'exécution

En application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

Sont admises comme intempéries les causes climatiques qui, par l'intensité, la période ou la durée, présentent un caractère extraordinaire par comparaison à la période normale de référence pour la station météorologique locale.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à zéro (0) jour.

Les jours déclarés en intempéries seront déterminés en accord et avec l'approbation du maître d'œuvre et devra être comptabilisés dans les comptes rendus de chantier.

Les intempéries ne pourront justifier le retard de travaux dont l'exécution aurait pu être différée par l'entreprise sans remettre en cause l'avancement général du chantier, en tenant compte notamment de l'étendue et de la période d'exécution initialement prévue.

Article 4.5. Calendrier d'exécution

- a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'Œuvre, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation du représentant du Maître d'Ouvrage, au plus tard sept (7) jours suivant la notification du marché.
Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel s'applique.
- b) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le Maître d'Œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.
- c) Le calendrier détaillé d'exécution des travaux visé au a), pourra être modifié par ordre de service adressé aux titulaires, en cours d'exécution du marché par un nouveau calendrier détaillé. Ce nouveau calendrier d'exécution remplacera le précédent et deviendra contractuel et servira à l'application de pénalités.

La notification d'un nouveau calendrier détaillé de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s). Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse.

Le titulaire est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution.

Par dérogation à l'article 52 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes s'appliquent :

- En cas de retard constaté du Titulaire par rapport au calendrier détaillé d'exécution ou lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de deux (2) jours calendaires, par une décision qui lui est notifiée par écrit.
- Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée à ses frais et risques ou la résiliation du marché peut être décidée.

Article 5. Liste des pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-T, les pièces contractuelles et leur ordre de priorité sont les suivants :

Article 5.1. Pièces particulières du marché (lot)

- L'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes:
 - *Annexe 1_ Annexes de confidentialité*
 - *Annexe 2_ Déclaration de sous-traitance (DC4)*
- Le présent Cahier Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes :
 - *Annexe 1_ Livret de sécurité PSSI*
 - *Annexe 2_ Charte accueil*
 - *Annexe 3_ Livret de sécurité incendie*
 - *Annexe 4_ Plan d'Installation de Chantier (PIC)*
 - *Annexe 5_ Plans d'aménagement (fournis lors de la demande de visite obligatoire sur site)*
 - *Annexe 6_ Plans d'agencement (fournis lors de la demande de visite obligatoire sur site)*
- Les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché,
- Les compte-rendu de réunion de chantier,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,

En complément de l'article 4.1 du CCAG-T, à l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement et le CCAP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Article 5.2. Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril suivant) ;
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ;
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

NOTA BENE : Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire : **Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG Travaux**, le pouvoir adjudicateur ne délivrera pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité.

Engagements unilatéraux du Titulaire :

Les documents présentés par le titulaire à l'appui de son offre constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du Maître d'Ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues

Article 6. Modification du périmètre des prestations

Article 6.1. Travaux non prévus

Ne peuvent pas être considérés comme travaux supplémentaires et donner lieu à des paiements complémentaires, tous les travaux et fournitures nécessaires pour livrer au Maître d'Ouvrage l'objet du marché en complet et parfait achèvement.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-Travaux, les prix forfaitaires pour les prestations supplémentaires ou modifications pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, peuvent être proposés par le titulaire du marché par le biais d'un devis adressé au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage. Ce devis devra nécessairement être validé par le Maître d'ouvrage.

Après accord du maître d'ouvrage, ces prestations supplémentaires ou modifications non prévues au marché feront l'objet, d'un ordre de service (OS) établi par le Maître d'Œuvre mentionnant provisoirement les prix nouveaux retenus et auquel est joint un état supplémentaire des prix forfaitaires en 2) exemplaires signés par le Maître d'Œuvre, le titulaire et le Maître d'Ouvrage.

Si le Titulaire a accepté sans réserve l'ordre de service mentionnant les prix provisoires ou n'a pas fait part de ses observations écrites au Maître d'Ouvrage dans un délai de huit 8 jours calendaires **par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux** à compter de la réception ou de la remise contre récépissé de l'ordre de service, ce dernier est considéré comme accepté

par l'entreprise.

Il est rappelé que ce dispositif permet au titulaire de bénéficier d'une rémunération provisoire pour les prestations supplémentaires qu'il exécute sans devoir attendre qu'un avenant soit conclu pour fixer le montant définitif des prestations.

Lorsque les parties sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

Article 6.2. Augmentation du montant des travaux

En complément de l'article qui précède, et **par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG Travaux**, si le montant cumulé des ordres de services prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives sans avoir fait l'objet d'un avenant atteint 7% du montant contractuel du marché, un avenant venant matérialiser les montants de ces ordres de service sera formalisé entre les Parties.

Par conséquent, et par dérogation à cet article, lorsque les travaux exécutés atteignent ce montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

Article 7. Conditions d'exécution des prestations

Article 7.1. Obligations du titulaire

Article 7.1.1. Règles de confidentialité

Le titulaire pour l'exécution de la prestation est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et peut se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui représentent un caractère confidentiel.

La divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes.

Le titulaire est donc soumis à une obligation de confidentialité » dans les termes et conditions ci-après définies.

Texte de référence :

- **Article 226-13 du code pénal**, (Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art 3 – journal officiel du 22/09/2000 en vigueur le 1er janvier 2002) "La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende ;
- **Articles 323-1 et suivants du code pénal sur les intrusions et le maintien frauduleux dans un système informatique.**

Information confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les salariés du titulaire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées et considérées comme confidentielles par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire au moyen de supports informatiques sont considérées comme confidentielles et y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. **La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.**

Les informations transmises sur support papier, CD et supports magnétiques devront comporter la mention « confidentiel ».

Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la Prestation effectuée pour l'organisme.

Il s'engage à n'utiliser l'Information Confidentielle qu'aux seules fins de l'exécution de la Prestation.

Le titulaire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés. Il s'engage à ne pas reproduire l'Information pour lui-même.

Injonctions judiciaires ou administratives

Si le titulaire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le titulaire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

Propriété de l'information confidentielle

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le titulaire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le titulaire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le titulaire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le titulaire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

La communication d'Information Confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information Confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Partie Communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

Livret de sécurité du prestataire

Le titulaire doit prendre connaissance du livret de sécurité du prestataire annexé au CCTP. Il s'engage à diffuser ce document à toutes les personnes sous sa responsabilité avant toute intervention au titre de le marché en objet, y compris les éventuels intermédiaires et sous-traitants.

Responsabilité du titulaire

En cas de non-respect par le Prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le titulaire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subi et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50 % du montant de le marché.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent l'ensemble de ces clauses.

Article 7.1. 2. Engagement de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 7.2. Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués dans les locaux,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualificatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est également tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Article 7.3. Obligations administratives en cours d'exécution

Le cas échéant, les entreprises communiquent tous les six mois, à partir de la notification, et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail.

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ;
- un des éléments de preuve de l'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Si l'entreprise est établie à l'étranger, elle fournit les éléments prévus à l'article D.8222-7 du code du travail. Ces documents sont transmis au maître d'ouvrage par voie postale ou dématérialisée.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, la carte professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier et doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître de l'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R.8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous- traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

Article 7.4. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque opérateur économique en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-T.

Le titulaire ou chaque opérateur économique s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, ou chaque opérateur économique en cas de groupement, s'engage au respect des conditions sanitaires définies spécifiquement par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire veillera au respect des mesures sanitaires visant à la protection de ses salariés ainsi que des dispositions particulières prises le cas échéant par le maître d'ouvrage.

Le titulaire met les moyens nécessaires en œuvre pour assurer la sécurité et le respect de l'ensemble des parties humaines ou végétales présentes sur site.

Article 7.5 Contraintes du chantier

La personne désignée comme correspondant technique par le titulaire doit prendre contact, dès la notification du marché, avec Morgan Bourgogne, Responsable du Service Patrimoine et Immobilier (SPI), dont les coordonnées seront communiquées au titulaire du marché.

Ce contact permettra de préparer la mise en œuvre des autorisations d'accès au site.

Le Titulaire devra prévenir 48 heures minimum en amont la CPAM du Var de toute intervention prévue sur le site, en précisant par courriel la date et l'heure de son passage ainsi que l'identité du ou des intervenant(s) par courriel à l'adresse : gestion-visiteurs.cpam-var@assurance-maladie.fr.

L'accès du site étant contrôlé, l'entreprise transmettra les documents d'identité de chaque personne amenée à intervenir sur le chantier, préalablement à leur intervention.

Il en sera de même pour tous véhicules. La plaque d'immatriculation ainsi que l'identité du conducteur seront demandées 48 heures à l'avance minimum.

Les travaux à réaliser constituent une intervention sur des bâtiments existants.

Les informations pratiques (cheminement et stationnement des véhicules) seront communiquées au titulaire à la notification du marché.

En complément du CCTP, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour s'assurer du respect du livret de sécurité joint en annexe du CCTP.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques ;
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible, les inconvénients détaillés au CCTP commun, et notamment éviter :

- les risques d'accidents/de conflits lors du passage de convoi et/ou d'engins vers la zone de chantier ;
- les bruits, chocs et vibrations d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.). Il sera évité au maximum de recourir à l'emploi de matériels bruyants.

Les techniques d'exécution seront soigneusement choisies pour provoquer le minimum de bruits ; elles seront clairement explicitées avant début d'exécution et l'entreprise veillera tout particulièrement à s'y conformer.

- Les odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.) ;
- Les poussières d'origines diverses ;
- Les détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux ;

Avant tout commencement d'exécution, si un ou plusieurs des inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devra en référer au maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses co-traitants et sous-traitants de leurs obligations.

Article 7.6. Implantation des ouvrages

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-T, le MOA communique au candidat les informations nécessaires pour l'élaboration de son offre. Le candidat prend également connaissance des contraintes techniques du site lors de la visite du site.

Le titulaire est réputé avoir pris tous les renseignements ou dispositions utiles auprès des services techniques et du maître d'ouvrage pour l'implantation des réseaux, afin d'intégrer dans son offre toutes les prestations qui prennent en compte les contraintes de proximité des réseaux existants sur le projet, et le cas échéant les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'entrepreneur ne peut se prévaloir d'une méconnaissance du site lors de l'exécution des travaux.

Article 8. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Article 8.1. Provenance des matériaux et produits

La nature, la qualité des matériaux employés, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes à la liste du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Les CCTP fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les prescriptions et les marques des matériaux sont données à titre indicatifs. Les entrepreneurs pourront utiliser des produits de marque différente dès lors que ceux-ci sont similaires et de qualité équivalente et qu'ils auront reçu le visa du maître d'œuvre après présentation des échantillons.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

Article 8.2. Caractéristiques, qualité, vérifications, essai et épreuves des matériaux

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG-T concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché, étant précisé que les CCTP définissent les compléments à apporter aux dispositions du CCAG-T et du CCTG.

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, le titulaire ne peut mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il doit toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

Le titulaire est également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre peut prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui sont entièrement à la charge du titulaire.

Les vérifications des essais et des épreuves sont réalisées par le maître d'œuvre.

Article 8.3. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG et le CCTP. Ils sont à la charge du titulaire.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG-T sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

- Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage.

- Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise.

Article 9. Coordination et exécution des travaux

Article 9.1. Coordination des travaux

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est exercée par le maître d'œuvre.

A ce titre, il coordonne la réalisation des études d'exécution dans les délais contractuels en établissant un calendrier à partir des plans d'exécution des entrepreneurs.

Le marché étant alloti, chaque marché comportera le présent CCAP et un acte d'engagement particulier auquel sera annexé le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux lorsque ce calendrier sera nécessaire pour assurer l'exécution coordonnées des travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux.

Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de pénalités telles que prévues dans le présent document.

La notification d'un nouveau calendrier détaillé de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaires (s). Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse.

Article 9.2. Programme d'exécution des travaux

Le titulaire de chaque lot devra dresser un dossier d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G-T, comportant notamment le calendrier d'exécution de ses prestations, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG-T ainsi que l'ensemble des éléments détaillés dans le CCTP.

A l'issue de la notification du marché, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Article 9.3. Exécution des travaux

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 9.3.1. Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires en période de chantier, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur. Un compte rendu de réunion de chantier sera établi par le maître d'œuvre dans les 48 heures suivant la réunion. Il sera réputé contractuel dans les 5 jours suivant sa transmission au titulaire, sans observations de sa part. La maîtrise d'ouvrage devra également être destinataire de ces envois.

En cas de retard constaté des titulaires par rapport au calendrier détaillé d'exécution, le maître d'œuvre pourra lui ordonner par ordre de service de définir dans un délai de cinq jours calendaires, les moyens à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

À défaut par l'entrepreneur d'avoir satisfait à la demande de la maîtrise d'œuvre dans le délai susvisé, celle-ci lui notifiera par ordre de service un calendrier de rattrapage.

Article 9.3.2. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'ouvrage dans un délai de 3 semaines suivant la réception de son ordre de service.

Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après leur réception.

Article 9.4. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail et lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions du code du travail s'appliquent.

L'entrepreneur remet au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG-T.

Article 9.5. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène du chantier

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux (y compris toutes les mesures liées à la prévention), l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Article 9.5.1 Emplacement des installations de chantier

Les dispositions de l'article 31.1 du CCAG-T et les prescriptions du CCTP s'appliquent.

Compte tenu des éléments indiqués dans les CCTP, la maîtrise d'œuvre fera une proposition de plan d'installation de chantier (PIC) à l'entrepreneur de chaque lot qui sera soumise pour validation au maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

L'entreprise devra la dépose et l'enlèvement de ces matériels à la fin du chantier ainsi que la remise en état à l'identique des lieux et locaux tel qu'ils ont été mis à disposition par le maître d'ouvrage avant intervention.

Article 9.6. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

Article 9.7. Dispositions en matière de développement durable

Article 9.7.1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque opérateur économique en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement.

Le titulaire ou chaque opérateur économique s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande de l'acheteur.

Article 9.7.2. Dispositions spécifiques

Pour l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à respecter les consignes liées aux contraintes de chantier.

Il prendra également en compte, lorsque cela sera techniquement possible :

- L'utilisation de produits certifiés « NF-Environnement » ou tout autre label équivalent ;
- L'utilisation de produits Composés Organiques Volatiles (COV) ;
- L'utilisation des produits dont le bois est issu de forêts gérées de manière durable, répondant au label FSC, PEFC ou équivalent. ;
- L'utilisation de produits facilement démontables et réparables. Il indiquera de plus dans son offre la durée pendant laquelle les pièces détachées sont disponibles.

Le titulaire devra assurer tout au long de son marché la prise en charge de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination des produits en fin de vie.

Le titulaire s'assure également du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Article 9.7.3. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Il est précisé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG-T, et en complément de l'article 2.4 du CCTP, le titulaire communique au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois à compter de la notification du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Il précisera notamment les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

En cas de manquement à ces obligations en matière de gestion des déchets, le titulaire se verra appliquer une pénalité dans les conditions définies au présent document.

Article 9.8 Dispositions en matière d'insertion

Aucune disposition d'insertion n'est mise en place pour ce marché.

Article 9.9 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG -T, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Article 10. Forme, contenu et variation du prix

Article 10.1. Forme des prix

Pour l'ensemble des lots, les prestations faisant l'objet du marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement propre à chaque lot, par application du prix global et forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque lot.

Cette disposition s'applique également aux PSE obligatoires prévues sur le lot 1.

Article 10.2. Contenu des prix

L'ensemble des prix comprennent toutes les charges fiscales, tous les frais liés à la mise en place des moyens pour le respect des obligations définies au présent marché ainsi que les frais de main-d'œuvre, de déplacement des personnels et de participation aux réunions, de transport des pièces, outillage et appareillage et d'une manière générale, tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations sans que la liste en soit exhaustive.

Ils comprennent notamment, en complément du CCTP:

- tous les frais résultant des dispositions du présent CCAP et des autres pièces du marché qui en découlent pour les entreprises ;
- la fourniture et de la pose de l'ensemble des articles ;
- toutes les sujétions résultant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles in situ : eau, électricité, gaz, etc., à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- les revendications éventuelles des tiers pour l'emploi de procédés ou d'appareils brevetés ;
- la fourniture d'échantillons définis au CCTP ;
- tous les frais d'études, de l'élaboration des documents et notes de calculs nécessaires à l'exécution des ouvrages, des frais d'élaboration des documents à remettre après exécution ;
- les frais d'exécution de chacune des prestations décrites, y compris implantation, études préparatoires, tous moyens de levage et de manutention, etc. ;
- les frais d'études complémentaires pour établir les dossiers des ouvrages exécutés
- les frais d'installation, d'entretien et de repliement des installations de chantier, y compris remise en état des lieux, et locaux suivant constat d'état des lieux contradictoire réalisé au démarrage du chantier
- les frais afférents à l'ensemble des tests, essais, ou attestation, tant sur les installations provisoires que sur les installations définitives
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;

- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- La fourniture, le déplacement, la main d'œuvre, la dépose et la pose ;
- Les dispositifs de sécurité, de signalisation, d'éclairage et échafaudage si nécessaires tels qu'ils sont imposés par la réglementation en vigueur, et par le livret de sécurité;
- Les protections et le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

- En cas de groupement d'opérateurs économiques, conjoint ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le cas échéant, le montant de l'offre indiqué dans la DPGF de chaque lot inclut la rémunération forfaitaire versée au titulaire au titre des droits de propriété intellectuelle. Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition indiquée dans l'acte d'engagement propre à chaque lot.

Article 10.3. Prix nouveaux - additif

Il sera fait application des dispositions de l'article 13.1 du CCAG Travaux.

Article 10.4. Variation des prix

Les prix du marché sont fermes.

Conformément à l'article R.2112-9 du Code de la Commande publique, ils feront l'objet d'une actualisation si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé ses prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Pour mettre en œuvre l'actualisation, un coefficient d'actualisation sera appliqué à l'offre initiale, calculé de la façon suivante :

Coefficient d'actualisation = (indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / (indice de la date de fixation du prix dans l'offre)

La formule d'actualisation qui sera alors appliquée est la suivante :

Prix actualisé = prix initial x ((Im-3) / (Im0))

Dans laquelle :

Im-3 = indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois

Im0 = indice de la date de fixation du prix dans l'offre

L'index de référence est :

Lot	Index I	Définition de l'index BT
n°1	BT 18a	Menuiseries intérieures bois – Index du bâtiment Base 2010
n°2	BT 38	Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Index du bâtiment Base 2010

Article 11. Sous-traitance

En application des articles L.2193-11 du Code de la Commande publique, le sous-traitant direct (rang 1) du Titulaire du marché qui a été accepté et donc les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-T.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

En application des articles L.2193-11 du Code de la Commande publique, le sous-traitant direct (rang 1) du Titulaire du marché qui a été accepté et donc les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution.

À cet effet, il présentera le formulaire de sous-traitance DC4 annexé à l'acte d'engagement propre à chaque lot, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Le maître d'ouvrage notifiera à chaque sous-traitant concerné la copie de l'acte spécial après signature.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

En raison des prestations objet du marché, un sous-traitant pourra apparaître dans plusieurs candidatures.

Article 12. Clause de sureté et de financement

Article 12.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaires du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

Conformément à l'article 42.5 du CCAG-T, la libération de la retenue de garantie ne sera applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, soit à la fin de l'année de parfait achèvement correspondant à la dernière.

Article 13. Règlement des comptes au titulaires

Article 13.1. Avance

Le marché remplit les conditions pour qu'une avance soit versée au titulaire.

Cette avance est accordée au(x) prestataire(s) dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, **sauf renonciation expresse par le titulaire du marché**, dans l'acte d'engagement (article 6.3 de l'acte d'engagement).

Il est prévu le versement d'une avance en application de l'option A (article A.10.1 du CCAG-T)

Article 13.1.2. Montant de l'avance

Le taux de l'avance est fixé à 30 %, sauf renonciation expresse du titulaire indiquée dans l'acte d'engagement.

L'avance sera alors calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Article 13.1.2. Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique ou avec des prestataires groupés conjoints ou éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque opérateur économique ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux opérateurs économiques ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des opérateurs économiques conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement conjoint ou solidaire avec répartition de paiements, les paiements des membres du groupement sont répartis sur chacun des membres du groupement dans la mesure où il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre et le montant correspondant. Les dispositions réglementaires sont donc applicables à la fois au mandataire et à chacun des opérateurs économiques sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement solidaire sans répartition de paiement, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du nom du mandataire géré par le mandataire. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des opérateurs économiques solidaires.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, si le titulaire, mandataire ou opérateur économique du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou opérateur économique ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Article 13.1.3. Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution du marché. Dans l'hypothèse où la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant et où en conséquence le règlement n'intervient pas dans ce délai, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

Article 13.1.4. Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des R.2191-11 et R.2191-14 du code de la commande publique.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché. La résorption de l'avance devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaires ou opérateurs économiques).

Article 13.2. Acompte

En complément de l'article 12 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché bénéficiera d'un premier acompte d'un montant équivalent à 20% du montant initial TTC du marché.

Ce versement d'acompte interviendra au plus tard 3 mois après la notification du marché ou, si le titulaire est une PME, au plus tard 1 mois après la notification du marché.

Ce premier acompte vise à garantir la bonne exécution des prestations et à soutenir financièrement le titulaire du marché dans le démarrage des travaux.

Par la suite, le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG-T précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés, en application de la DPGF.

Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage, et une fois les réserves levées.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Article 13.3. Demandes de paiement

Article 13.3.1. Transmission des demandes de paiement

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises, les transmissions de demandes de paiement se feront obligatoirement sous format dématérialisé sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour cela, les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro, l'intitulé, la date du marché et du lot concerné
- les nom et adresse du titulaire ainsi que le numéro de son compte bancaire ou postal
- la désignation des prestations réalisées
- la quantité réalisée
- le prix unitaire ou forfaitaire H.T de base.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C. des prestations réalisées
- la date et la période sur laquelle porte la facturation

Pour chaque facture, il sera annexe l'ordre de service correspondant.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou, refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué par virement bancaire, sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

La facturation des frais doit être totalement dissociée du versement de dommages et intérêts, pénalités ou tout autre produit.

Article 13.3.2. Paiement d'acompte mensuel

Le paiement des acomptes mensuels se fait conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-T.

Ces projets de décompte seront acceptés ou rectifiés par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'ouvrage valide ensuite ces projets de décompte pour permettre leur règlement selon les délais prévus.

Article 13.3.3. Paiement de décompte final

Conformément à l'article 42.4 du CCAG-T, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux.

La notification de la décision de réception fait courir le délai prévu à l'article 12.3.2 du CCAG-T.

En complément de l'article 12.3.2 du CCAG-T, à la fin des travaux, le titulaire du marché transmettra son projet de décompte final à compter de la date de notification de la décision de réception.

Le projet de décompte final, établi par le titulaire, est validé ou rectifié par le représentant de la maîtrise d'œuvre qui dévient alors, le projet décompte général, conformément à l'article 12.4.1 du CCAG-T.

Le projet de décompte général doit être transmis au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais et prescriptions de l'article 12.4.2 du CCAG-T.

Le maître d'ouvrage validera et, le cas échéant rectifiera, ce projet pour qu'il devienne le décompte général. **Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-T**, le maître d'ouvrage disposera d'un délai de trente jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.

Lorsque le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé (à défaut de transmission par le maître d'ouvrage dans le délai mentionné ci-dessus), il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-T, la signature du décompte général sans réserve par le maître d'ouvrage :

- N'exonère pas le titulaire de son obligation de lever les réserves émises à la réception et d'en supporter le coût ;
- Ne s'oppose pas à ce que le maître d'ouvrage appelle le titulaire à la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre de litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement de ce décompte.

Article 13.4. Délais de paiement

Le délai de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article ci-dessous.

L'acheteur est chargé des vérifications et contrôles définis au présent document concernant les paiements

Article 13.5. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de le marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

Article 13.3.6. Règlements en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ ou des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les opérateurs économiques ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Conformément à l'article 10.7 du CCAG-T, et sauf mention contraire dans les documents particuliers du marché, en cas de groupement solidaire ou conjoint, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des opérateurs économiques en fonction de l'exécution des prestations de chacun, si la répartition des prestations et des paiements est identifiée. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des opérateurs économiques.

Dans le cadre d'un groupement solidaire, l'acceptation d'un règlement à chacun des opérateurs économiques solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des opérateurs économiques.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG-T, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui. Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaires, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous- traitance

Article 14. Contrôles et réception des travaux

Article 14.1. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG-T.

La réception des travaux est demandée par le titulaire conformément à l'article 41.1 du CCAG-T.

Si la réception ne peut pas être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée et le titulaire reste responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et est susceptible de l'application de pénalités.

Si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai imparti par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-T, ce délai n'excèdera pas un mois.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable, aux frais et risques et pour le compte du titulaire défaillant.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

Article 14.2. Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-T, le titulaire remet l'ensemble des documents après exécution - DOE - tel que détaillé à l'article 02.16 du CCTP, lorsqu'il demande la réception des travaux.

Article 14.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des locaux

Les dispositions applicables sont conformes au CCAG-T et aux prescriptions du CCTP.

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé doivent être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception définitive des travaux. Le titulaire enlève ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remet les emplacements correspondants en état à ses frais.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auraient été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

Le non-respect de cette obligation donne lieu à pénalités, telles que prévues ci-dessous.

Article 15. Pénalités

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-T, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée, et le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-T, les pénalités sont cumulatives, s'appliquent dès le premier euro. Elles sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage de retard dans l'exécution des travaux ou dans la remise des documents d'étude et sans mise en demeure préalable, sauf mention contraire ci-dessous.

Le paiement des pénalités ne libère pas le titulaire de l'exécution de ses obligations : il reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

En cas de difficultés d'exécution et de retards constatés liés aux difficultés d'approvisionnement des matières premières, le titulaire pourra être exonéré des pénalités de retard listés ci-dessous, à la discrétion du maître d'ouvrage et après justificatifs apportés par le titulaire.

Les pénalités sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le maître de l'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'entreprise des coûts induits par sa négligence, ou de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de groupement d'opérateurs économiques avec répartition de paiement, les retenues sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues sont imputées en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres opérateurs économiques.

Il est **dérogé à l'article 19.2.5 alinéa 2 du CCAG-Travaux** de sorte que le Maître d'Ouvrage reste en droit de sanctionner par des pénalités tout retard constaté par rapport à un délai partiel indépendamment d'une absence de retard au regard du délai global.

Article 15.1.1 Exécution des travaux

En complément de l'article 4.5 ci-dessus, il est précisé qu'en cas de retard dans le délais d'exécution des travaux prévu selon le calendrier détaillé d'exécution des travaux mentionné à l'article 4.5 ci-dessus, une pénalité de **100€ par jour de retard sera appliquée**.

Article 15.1.2 Production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus

En cas de retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus, le maître d'ouvrage appliquera **100 € jour de retard après mise en demeure**.

Article 15.1.3 Remise des documents d'exécution prévus au CCTP

Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, fiches et notes techniques, études de détail, plans de synthèse, dossier d'exploitation et maintenance etc.) : **100 € par jour de retard et par document** ;

Article 15.1.4 Remise des documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG-T, en cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer une retenue égale à **100 € par jour de retard**.

Au-delà d'une semaine de retard, cette pénalité sera majorée de 50 € par jour.

Article 15.1.5 Non-respect des prescriptions d'un ordre de service

En cas de non-respect des délais et prescriptions établis dans un ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, une pénalité de **100 € par jour calendaire en défaut sera appliquée**.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 49 du CCAG-T.

Article 15.1.6 Non-respect des délais de repliement et remise en état des locaux

En cas de non-respect du délai de repliement des installations de chantier et de la remise en état des locaux défini à l'article 14.3 du présent document après mise demeure non suivie d'effet, une pénalité de **500 € euros par jour calendaire de retard sera appliquée**.

Article 15.2 Autres pénalités

Article 15.2.1 Absence aux réunions injustifiées

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, **une pénalité de 100 €** sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué et non excusé préalablement.

Un retard de plus d'une demi-heure, non justifié en amont, sera considéré comme une absence.

Article 15.2.2 Pénalités pour non-respect des prescriptions du CCTP

Il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées ci-dessus avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités seront appliquées après mise en demeure du titulaire, non suivie d'effet.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

Ces pénalités pourront concerner les points suivants :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **200 € par constat** ;
- Non-respect des engagements environnementaux et du traitement des déchets : **500 € par manquement constaté** ;
- Dépôt de matériaux et déchets en dehors des zones prescrites : **500 € par jour en défaut**
- Non-respect des prescriptions de nettoyage du chantier : **500 € par manquement constaté** ;
- Défaut du respect des accès au chantier : **500 € par manquement constaté**

Article 15.2.3 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le maître d'ouvrage est informé par un agent de contrôle que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer des pénalités fixées à 10 % du montant du marché, dans les conditions suivantes :

- Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière sans délai, le cocontractant n'apporte pas au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le maître d'ouvrage en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le contrat.
- S'il n'applique pas les pénalités, le maître d'ouvrage pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

Article 16. Garantie et assurances

Article 16.1 Délai de garantie

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

La réception des ouvrages telle que prévue à l'article 12.2 du présent CCAP entraîne le transfert de la garde, et fait courir les délais de garantie, pour cet ouvrage, à compter de la date d'effet de cette réception.

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Les CCTP propres à chaque lot définissent les garanties particulières applicables aux matériels et mobiliers fournis.

Article 16.2 Garanties contre les dommages causés aux tiers

Le titulaire du marché garantit le maître d'ouvrage contre toute condamnation ou indemnisation amiable consécutive aux dommages causés aux tiers, par le titulaire ou ses sous-traitants, du fait de l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-T, la décision de réception des travaux ou la signature du décompte général du marché ne sauraient s'opposer à la mise en œuvre de cette garantie.

Les dommages causés aux tiers sont à la charge du titulaire sauf si celui-ci établit que la conduite des travaux en cause ou les modalités de leur exécution résultent nécessairement des stipulations du marché ou de prescriptions notifiées par ordre de service.

Le bénéfice de la présente clause est étendu au maître d'ouvrage en sa qualité de propriétaire ou détenteur de biens avoisinant le lieu des travaux.

Article 16.3 Assurances

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- A son personnel ou à des tiers ;
- A ses biens, à ceux de la CPAM du Var ou à des tiers.

L'entreprise doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommage corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou à la CPAM du Var à l'occasion de ses interventions.

Le titulaire doit pouvoir produire à toute demande de la CPAM du Var une attestation indiquant qu'il est à jour de ses primes d'assurance.

Avant notification de son marché le prestataire retenu devra communiquer à la CPAM du Var une attestation de sa compagnie d'assurance indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Tout au long de le marché le titulaire devra communiquer à la CPAM du Var son attestation d'assurance prouvant qu'il est à jour de ses primes d'assurance.

Article 16.3.1 Assurance de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire du marché, ou chacun des opérateurs économiques en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou opérateurs économiques si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du présent marché.

L'attestation de responsabilité civile précise la nature et le montant des garanties.

Ces garanties sont prévues par sinistre pour la période avant réception, et par sinistre durant un an après réception.

Article 17. Résiliation

Article 17.1. Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-T avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, et en complément de l'article 50.3.2 du CCAG-T, le

titulaire ou l'opérateur économique dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Article 17.2. Mesures coercitives

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies aux articles 52.2 et suivants du CCAG-T. La décision de mise en demeure ou de résiliation le mentionnera expressément.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, et en complément de l'article 51.2.3 du CCAG-T, la notification du décompte de résiliation par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations des travaux.

Article 17.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG-T, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Article 18. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen de le marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de le marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Article 18.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Article 18.2. Remplacement d'un membre du groupement en cours d'exécution

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- Soit, le membre du groupement qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification devient d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement initial.
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité

Article 18.3. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le membre du groupement solidaire ou du groupement conjoint qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification, deviendra d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement initial.

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG Travaux.**

Article 19. Dispositions diverses

19.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le pouvoir adjudicateur au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

19.2 Incidence des polices souscrites par le pouvoir adjudicateur

Les garanties souscrites par le pouvoir adjudicateur n'apportent aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tout recours contre le pouvoir adjudicateur eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Article 20. Règlement des litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

Toute difficulté survenant à l'occasion de l'application de le marché qui ne pourrait être réglée par accord amiable, sera de la compétence des juridictions de droit commun du siège de l'organisme.

En cas de litige relatif à l'exécution de le marché, il sera fait application du droit français et les tribunaux français seront seuls compétents.

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale.

Article 21. Dérogation au CCAG Travaux

ARTICLES CCAP	DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX
3.1.2	3.4.3
3.3	3.8
3.3	3.8.2
4.3	28.1
4.3	18.1.1
4.5	52
5	4.1
6.1	13
6.1	3.8.2
6.2	14.4.3
13.3.3	12.4.2

44.6	14.1
42.1	14.2
19.2.1	15
3.5	18.3